

Brochure n° 3320

Convention collective nationale

IDCC : 2408. – **PERSONNELS DES SERVICES ADMINISTRATIFS
ET ÉCONOMIQUES, PERSONNELS D'ÉDUCATION
ET DOCUMENTALISTES DES ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS**

ACCORD DU 2 JUILLET 2013

RELATIF À L'AFFILIATION DE SALARIÉS AUX RÉGIMES DE RETRAITE
ET DE PRÉVOYANCE DES CADRES ET ASSIMILÉS

NOR : ASET1350955M

IDCC : 2408

PRÉAMBULE

Les dispositions de l'article 2.17 de la convention collective du 14 juin 2004 dans sa version applicable au 15 décembre 2012 définissent les catégories professionnelles d'employés, agents de maîtrise et cadres.

Suite à un travail approfondi avec les services de l'AGIRC, les partenaires sociaux de la branche se sont accordés sur les participants au régime de retraite.

La commission administrative de l'AGIRC a agréé la démarche.

Le présent accord traduit cette volonté paritaire et rend pleinement opposable l'affiliation des salariés visés aux régimes de retraite.

Article 1^{er}

Affiliation des cadres au régime de retraite

Les cadres définis à l'article 2.17 de la convention collective du 14 juin 2004 sont affiliés au titre de l'article 4 de la convention collective nationale du 14 mars 1947.

Article 2

*Définition des salariés assimilés cadres
et leur affiliation au régime de retraite*

Sont affiliés, à compter du 1^{er} juillet 2013, au titre de l'article 4 *bis* de la convention collective nationale du 14 mars 1947, les salariés occupant un poste de strate III totalisant au moins 8 degrés.

Les établissements peuvent souscrire un contrat supplémentaire conformément à l'article 36 de l'annexe I de la convention collective nationale du 14 mars 1947. Le seuil d'affiliation est fixé à strate III, 5 degrés.

Article 3

Clause de sauvegarde et maintien des affiliations enregistrées

Les salariés en poste au 1^{er} septembre 2010 qui auraient été reclassés sous la limite de leur groupe de participants bénéficient d'un maintien d'affiliation.

Pour les salariés qui n'auraient pas, et cela en contravention avec les préconisations du collège employeur, bénéficié d'une continuité d'affiliation, les établissements procèdent à la régularisation des contributions.

Le précompte de la contribution salariale devra, sauf accord du salarié, s'étaler sur un nombre de mois équivalant au nombre de mois non cotisés, et ce dans la limite de 24 mois. Aucune somme ne sera précomptée à titre de régularisation après juillet 2015.

Aucune régularisation ne sera effectuée en cas de modification de contrat postérieure au 1^{er} septembre 2010 ayant entraîné une classification inférieure à strate III, 8 degrés.

Les affiliations au régime qui auraient été enregistrées par les institutions de retraite à compter du 1^{er} septembre 2010 sur la base des définitions des participants cadres et assimilés retenues paritairement sont validées.

Article 4

Affiliation au régime de prévoyance des cadres

Les salariés cadres et les salariés assimilés cadres au sens de l'article 4 *bis* bénéficient du régime de prévoyance propre aux cadres et assimilés institué par l'accord du 4 mai 2011.

Aucune régularisation ne saurait être effectuée sur les contributions employeur et salarié pour la période antérieure au 1^{er} juillet 2013.

Fait à Paris, le 2 juillet 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNOGEC ;
SNCEEL ;
UNETP ;
SYNADIC ;
SYNADEC.

Syndicats de salariés :

SPELC ;
FEP CFDT ;
SNEC CFTC ;
SYNEP CFE-CGC ;
FNEC FP FO ;
SNEIP CGT.